



# L'UE doit s'adapter sans plus tarder aux nouveaux défis de sécurité

[10-03-2015 - 10:59]

**L'UE et ses États membres devraient assumer sans plus tarder des responsabilités accrues pour leur sécurité et défense, au vu des niveaux sans précédent d'instabilité aux frontières européennes, selon une résolution adoptée lundi en commission des affaires étrangères. Les pays de l'UE doivent utiliser de manière plus efficace les outils de la politique de sécurité et de défense commune, coordonner leurs actions de sécurité internes et externes, et mettre davantage en commun les ressources.**

Dans leur résolution annuelle sur la politique de sécurité et de défense commune (PSDC), les députés demandent l'adoption d'une stratégie commune pour relever les nouveaux défis de la sécurité de l'UE. Ils estiment que le Conseil européen de juin 2015 doit relancer de manière claire et concrète la réflexion stratégique, déjà en cours au sein du service européen pour l'action extérieure et du Conseil, sur une nouvelle stratégie européenne de sécurité. L'objectif est de répondre aux nouveaux scénarios géostratégiques, aux menaces et aux défis mondiaux.

La commission parlementaire regrette que, malgré les conclusions du sommet européen de décembre 2013, aucun progrès tangible important n'ait été réalisé pour équiper l'UE des ressources opérationnelles, industrielles et liées aux capacités nécessaires pour prévenir et gérer les crises internationales.

## **Les missions de la PSDC doivent faire partie d'une stratégie globale**

Les missions civiles et militaires de l'UE doivent devenir de véritables outils efficaces et responsables de la stratégie d'action globale, au lieu de simplement donner de la visibilité à l'Union face à une crise, affirment les députés. Ils saluent néanmoins le professionnalisme et l'engagement du personnel des missions. L'Union européenne devrait pouvoir intervenir sur l'ensemble du spectre de gestion de crise et non se focaliser uniquement sur les instruments d'après-crise ou d'accompagnement de sortie de crise, ajoutent les députés.

Les parlementaires soulignent que les missions de l'UE doivent être financées de manière adéquate et que l'examen actuel du mécanisme Athéna pour financer leurs coûts communs doit faciliter le déploiement. Par ailleurs, les États membres doivent également faire preuve d'un engagement et d'une solidarité accrues pour fournir des forces, précise le texte.

## **Cyberdéfense: renforcer les capacités sans délai**

La "menace imminente" de cyberattaques demande un renforcement immédiat des capacités de cyberdéfense de l'ensemble des États membres, expliquent les députés. Ils ajoutent que la cyberdéfense doit être intégrée de manière plus systématique dans les stratégies de sécurité nationale et qu'une stratégie européenne cohérente est nécessaire afin de protéger les infrastructures critiques contre les cyberattaques.

## **Vote en plénière en mai**

La proposition de résolution, préparée par Arnaud Danjean (PPE, FR) et adoptée en commission par 45 voix pour, 18 voix contre et aucune abstention, devrait être débattue et votée lors de la session plénière de mai à Strasbourg.

# Communiqué de presse

## Liens

- Commission des affaires étrangères: <http://www.europarl.europa.eu/committees/fr/afet/home.html>

## Contact

### Václav LEBEDA

BXL: (+32) 2 28 32971

STR: (+33) 3 881 73839

PORT: (+32) 498 98 33 27

EMAIL: [foreign-press@europarl.europa.eu](mailto:foreign-press@europarl.europa.eu)

TWITTER: EP\_ForeignAff